

# CONSEIL DE QUARTIER LA CHAPELLE - MARX DORMOY

Rencontre publique | Mardi 2 octobre 2018



## Compte- rendu des échanges



Service Démocratie locale  
Mairie du 18<sup>e</sup>

Contact : [cq18@paris.fr](mailto:cq18@paris.fr)

Facebook : Conseils de quartier 18



Cette rencontre publique de rentrée du Conseil de Quartier La Chapelle – Marx Dormoy s'est déroulée « Chez Foucher Mère et Fille », restaurant ayant récemment ouvert au 60-62 rue Philippe de Girard.

Près d'une centaine d'habitants ont répondu présents. Au début de la rencontre, la question « qui n'a jamais participé à une réunion publique de Conseil de Quartier ? » a été posée : **près de 40% des participants étaient présents pour la première fois.**

Le Service Démocratie locale a introduit la rencontre par une présentation **des évolutions des Conseils de Quartier du 18<sup>e</sup> arrondissement** suite à la concertation menée au premier semestre 2018. Puis le déroulé de la rencontre prévoyait de donner la parole aux habitants pour dégager les thématiques et idées de projets qu'ils souhaitent porter au sein du Conseil de Quartier pour ensuite approfondir ces sujets en tables de travail. La thématique du cadre de vie (espace public, sécurité,...) a concentré l'essentiel des échanges durant cette rencontre, qui ne s'est finalement tenue qu'en assemblée plénière au vu de la volonté des participants.

**Voici le compte-rendu synthétique des différents points abordés par les habitants, notés durant la rencontre sur un paperboard visible de tous.**

L'ordre dans lequel les thématiques sont présentées ci-dessous ne relève pas d'une quelconque hiérarchisation des sujets ou d'une quantification des interventions, mais simplement d'un regroupement thématique des points abordés. Certains de ces points sont d'ailleurs transverses et se recoupent.

Nous remercions l'ensemble des participants pour leurs interventions.

# CONSEIL DE QUARTIER LA CHAPELLE - MARX DORMOY

Rencontre publique | Mardi 2 octobre 2018

18<sup>e</sup>  
MAIRIE

## LE SERVICE DÉMOCRATIE LOCALE

Le service Démocratie Locale de la Mairie du 18<sup>e</sup> assure **le relai entre les habitant.e.s de l'arrondissement, les services de la Mairie et les élu.e.s.**

Il contribue à la **mobilisation de tou.te.s les habitant.e.s au sein des Conseils de quartier, accompagne celles et ceux qui ont des idées de projets** pour leur permettre de les réaliser. Il est enfin un point d'appui méthodologique en termes d'**animation de dispositifs participatifs** : réunions, ateliers, marches exploratoires, etc.

Le service Démocratie Locale s'occupe aussi de l'organisation du Conseil d'Arrondissement et du CICA (Comité d'Initiative et de Consultation d'Arrondissement).



Le service Démocratie Locale est composé de Nicolas, Pascale et Paul.



## VOTRE CONSEIL DE QUARTIER EST UNE INSTANCE...

- d'information mutuelle
- de participation et de dialogue démocratique
- de consultation
- de construction collective de projets pour le quartier

## Votre Conseil de quartier, c'est vous ! J'HABITE ET/OU TRAVAILLE DANS LE 18<sup>e</sup>

J'aime mon quartier et ses habitants, je veux qu'on leur donne la parole.

Je rejoins l'équipe de mobilisation de mon Conseil de quartier.

Je veux m'informer et participer aux échanges sur mon quartier.

J'assiste aux Conseils de quartier publics, vote le financement de projets et suis l'actualité de mon quartier.

J'ai une idée de projet ou un sujet à discuter en lien avec mon quartier.

Je rejoins ou lance un groupe thématique avec d'autres habitant.e.s.

## LES MOBILISATEURS

Les équipes de mobilisation, ouvertes à tou.te.s sur inscription, font connaître l'existence et le rôle des Conseils de quartier, recolent les coordonnées des habitant.e.s intéressé.e.s et leur parole pour constituer l'ordre du jour du prochain Conseil de quartier public.

## LES CONSEILS DE QUARTIER PUBLICS

Leurs dates sont fixées en début d'année. L'ordre du jour est participatif : construit en amont de manière collective (sondages, formulaires, collectes de parole) ou le jour J avec les personnes présentes.

## LES GROUPES PROJETS OU THÉMATIQUES

Tou.te.s les habitant.e.s ayant un projet ou une thématique les intéressant peuvent y travailler collectivement. Cela peut aboutir au financement d'un projet par le Conseil de Quartier ou à des réunions publiques thématiques.

## LA GESTION DU BUDGET

Le financement d'un projet impliquant une dépense de fonctionnement ou d'investissement est soumis au vote des habitant.e.s (en ligne, dans des lieux ressources du quartier, via les mobilisateurs). Un Conseil de Quartier dispose chaque année de 3306 euros de budget de fonctionnement et 8264 euros de budget d'investissement.



**Vous souhaitez rejoindre votre Conseil de quartier ? Inscrivez-vous auprès du service Démocratie locale :**  
[cq18@paris.fr](mailto:cq18@paris.fr) - 01 53 41 17 56



Toutes les actualités des Conseils de quartier sur [www.mairie18.paris.fr](http://www.mairie18.paris.fr) et sur Facebook : [Conseils de Quartier 18](https://www.facebook.com/ConseilsdeQuartier18)

Le premier semestre 2018 a été consacré à des réflexions sur le fonctionnement des Conseils de Quartier du 18<sup>e</sup>. A l'issue de ce travail de concertation, plusieurs évolutions ont été actées par la Mairie du 18<sup>e</sup> pour faciliter la participation des habitants. Les Conseils de Quartier gardent les mêmes objectifs : permettre aux habitants d'échanger sur les sujets concernant leur quartier et mener à bien des projets (notamment grâce à des budgets de fonctionnement et d'investissement).

Le Conseil de Quartier est donc un **espace participatif ouvert à toutes et tous**. Les habitants qui le souhaitent peuvent s'y impliquer de plusieurs façons (détaillées ci-dessus).

- En rejoignant l'équipe de mobilisation
- En rejoignant ou en créant un groupe thématique ou un groupe projet
- En assistant aux rencontres et événements publics du Conseil de Quartier

La possibilité est donc donnée aux habitants d'être acteurs de leur quartier et d'agir pour celui-ci.

# COMPTE-RENDU DES ÉCHANGES



## ÉVOLUTION DU RESENTI D'UNE DÉGRADATION DU QUARTIER

Les citoyens présents ont largement exprimé une dégradation de la situation du quartier La Chapelle-Marx Dormoy, pour laquelle ils voient une temporalité claire. Ainsi, pour la plupart de ceux qui se sont exprimés à ce sujet l'évolution avait d'abord été positive dans le début des années 2000 par rapport aux années 1990 où la délinquance et la consommation de drogues (crack) était très répandue. Cela a notamment été permis par les grands projets urbains sur ce quartier, comme la construction de la Halle Pajol.

Cependant, ils estiment que la situation s'est fortement dégradée en quelques années, et relie cela à la crise migratoire. Ils estiment que l'État abandonne sur l'espace public cette nouvelle catégorie de la population apparue dans le 18<sup>e</sup> arrondissement ces dernières années, ce qui en aurait poussé certains vers la délinquance, la drogue et les trafics divers. Le terme de « *rupture d'égalité* » par rapports aux autres arrondissements quant à ces difficultés liées à l'accueil des migrants dans le 18<sup>e</sup> est évoqué par une habitante. Il y aurait selon plusieurs participants une « *injustice à ce que le 18<sup>e</sup> arrondissement soit le seul à accueillir ces personnes en situation de grande difficulté et de misère* ».

Un autre habitant souligne cependant la volonté d'intégration de ces migrants qui seraient arrivés en France en parlant français et/ou anglais, certains ayant réussi à ouvrir des commerces ou à s'intégrer professionnellement. Il souligne la mixité du quartier comme un point très positif qui n'est pas présente dans d'autres quartiers, de même que les nombreuses animations qui ont lieu notamment sur l'esplanade Nathalie Sarraute.

## ESPACE PUBLIC

Sur la thématique de l'occupation de l'espace public, les habitants qui se sont exprimés ont évoqué : la saleté, les dégradations de l'espace public, les incivilités (nuisances sonores qui gênent les professionnels ; stationnement gênants). Ces habitants ont le sentiment de ne pas être les bienvenus sur l'espace public et ne pas pouvoir bénéficier des aménagements qui y sont réalisés du fait du manque de civisme de certains d'une part, et d'entretien d'autre part. Ils prennent l'exemple des politiques de végétalisation du quartier, qui sont une bonne initiative mais qui ne peut porter ses fruits, comme le jardin d'Éole, dont un habitant souligne qu'il n'est ni suffisamment sécurisé ni suffisamment entretenu.

La prostitution est également abordée comme un phénomène qui impacte les habitants, puisque celle-ci se développe jusque dans les halls d'immeubles et les parkings.



# COMPTE-RENDU DES ÉCHANGES



La propreté sur l'espace public est enfin un phénomène également très abordé par les habitants présents à ce conseil de quartier. Ils relient cela au civisme, à la délinquance, mais également à un manque de réaction des pouvoirs publics. Ils soulignent par exemple la disproportion et l'inégalité dans les amendes qui sont distribuées (un commerçant prend l'exemple du vigile qu'il a embauché, pénalisé pour un mégot jeté dans la rue quand d'autres personnes sur l'espace public ne respectent pas les règles non plus et ne sont pas pénalisées).

En termes de santé, les punaises de lit sont mentionnées ; les habitants se demandent également pourquoi des toilettes publiques ne sont pas à disposition des personnes qui sont obligées de faire leurs besoins en pleine rue.

Les thématiques de la propreté, du civisme et de la sécurité sont très liées entre elles par les habitants.

## **SÉCURITÉ**

La sécurité a été un point abordé massivement par les habitants, que ce soient par des riverains ou des commerçants. Des habitants disent avoir souvent été témoins ou victimes d'agressions et d'insultes ; l'un d'entre eux évoque le ressenti de vivre dans une « zone de non-droit ».

Ils évoquent de multiples agressions quotidiennes et certains regrettent la disparition de la police de proximité : ils s'interrogent sur le déploiement évoqué de la PSQ (police de sécurité du quotidien).

Ce sentiment d'insécurité est partagé par beaucoup d'habitants présents lors du conseil de quartier, avec par exemple la crainte du développement de rixes entre bandes sur le modèle des événements tragiques de Garges-Lès-Gonesse. Une habitante souligne le fait qu'elle a été mise en danger en essayant de s'interposer lors d'un affrontement qui avait lieu dans un square public et regrette que la police ne soit pas intervenue alors. La ligne 12 du métro est également citée par plusieurs habitants comme un lieu de tension, notamment autour des problématiques de toxicomanie, trafics et délinquance.

Plusieurs habitants, s'exprimant en tant que parents, ou professionnels travaillant auprès de jeunes enfants, soulignent leur inquiétude quant à « l'ambiance d'insécurité » du quartier. Plusieurs parents mettent particulièrement l'accent sur les trajets qu'effectuent leurs enfants entre la maison et l'école et la nécessité que ces trajets soient prioritairement sécurisés. D'autres parents se sentent abandonnés, ont l'impression d'être les seuls parents d'élèves à essayer de se mobiliser, et se posent la question d'une scolarisation de leurs enfant dans des établissements privés. Globalement, les habitants qui s'expriment sur ce sujet pensent donc que ce volet devrait être un axe prioritaire de l'action.

# COMPTE-RENDU DES ÉCHANGES



## COMMERCES

Les commerces non autorisés (vente à la sauvette ou commerces installés récemment qui paraissent « suspects » aux habitants) questionnent les habitants, pour qui ils semblent prospérer et ne pas faire l'objet de contrôles policiers. Les habitants soulignent également l'agressivité dont certains de ces commerçants semblent faire preuve, quand il leur est demandé de faire moins de bruit ou de fermer leur commerce la nuit. Ils évoquent également le fait que ces commerces semblent agréger une population qui commettrait des actes de délinquance. Certaines personnes abordant cette thématique estiment que les commerçants devraient être responsables de la clientèle qu'ils attirent.

Face à ces constatations, d'autres commerçants présents au conseil de quartier font état de leur volonté de partir ou de vendre, ce qui n'est pas toujours possible pour eux (ex : l'épicerie américaine de la Halle Pajol). Les commerçants présents disent se sentir démunis car en charge de « leur bout de trottoir » et pouvant être pénalisés, mais ne sachant pas comment agir face à l'occupation incontrôlée de cet espace.

## LOGEMENT

Le logement et notamment le rapport avec les bailleurs sociaux est un autre point qui a été évoqué par des habitants présents lors de ce conseil de quartier. En effet, certains souhaiteraient quitter le quartier, ces personnes n'en auraient pas la possibilité et s'y logeraient à contrecœur.

Il y a un sentiment d'abandon également par les bailleurs sociaux, dû à un manque d'entretien, à des nuisances sonores (métro aérien) ou à des malversations dans certains immeubles ; au squat des espaces communs par des personnes extérieures. Des habitants évoquent le fait que les bailleurs sociaux ne soient pas, selon eux, sensibilisés à ces questions dans la gestion des immeubles.

## RÉPONSE INSTITUTIONNELLE

Ces thématiques en appellent une autre pour plusieurs participants : celle de la réponse institutionnelle des pouvoirs publics qui serait insatisfaisante. Certains disent avoir reçu comme réponse à leurs plaintes le fait que « c'est normal » car « c'est le quartier qui veut ça ». Ils insistent sur le sentiment d'abandon par les pouvoirs publics et la police évoqués précédemment, et soulignent le manque de coordination constaté entre ces différents acteurs publics (Mairie, Police, bailleurs sociaux, État, etc.).

Les commerçants disent avoir plusieurs fois alerté la Mairie et la Police, demandé des patrouilles, mais sans réponse. Plusieurs habitants évoquent par ailleurs l'impression que les policiers ou CRS seraient bel et bien présents sur le terrain (camions sur les « lieux chauds »), mais n'agiraient pas de manière effective. Les habitants qui expriment ce problème de la réponse institutionnelle à leurs interrogations disent ressentir le fait que la Mairie et la Police « se renvoient dos à dos la responsabilité dans leurs réponses ».

# COMPTE-RENDU DES ÉCHANGES



Ils se sentent également impuissants, puisqu'ils ont l'impression qu'on leur demande de faire eux-mêmes le travail de la Police ou de la Mairie.

Certains regrettent l'inefficacité de dispositifs mis en place comme les médiateurs de nuit, dont le travail s'arrêterait à 22h, alors que c'est précisément durant les heures de nuit que les nuisances évoquées précédemment sont les plus importantes et difficiles à supporter.

Plus largement, certains s'interrogent sur diverses problématiques : la déconnexion des élus avec le quartier, les retards de la Poste dans la distribution du courrier ; le non-relai par les médias des diverses problématiques. Les médias sont évoqués comme étant le seul moyen d'alerter le gouvernement sur ces questions. En effet, l'échelle nationale est également évoquée quant au traitement des problématiques rencontrées : certains évoquent un sentiment d'inadaptation de l'arsenal législatif et judiciaire. Il y a chez beaucoup une incompréhension face à la réaction des pouvoirs publics nationaux devant la situation de leur quartier.

Enfin, des habitants mettent en doute l'efficacité et l'utilité des conseils de quartier dans un tel contexte. Certains évoquent les points positifs qui ont été apportés par cet espace participatif dans le passé (aménagement sur l'espace public, balades culturelles, etc.). Les initiatives et projets portés au sein du Conseil de Quartier sont pour eux une orientation positive malgré les difficultés plus générales du quartier.

A contrario, d'autres ont l'impression de fournir un travail important à toutes les réunions (du Conseil de Quartier ou dans le cadre de la Politique de la Ville) sans un réel retour sur les suites données à leur parole. Il y a une volonté exprimée que la participation des habitants aboutisse à une amélioration de l'efficacité des pouvoirs publics pour traiter les problèmes évoqués. Certains participants pensent que cela peut passer par d'autres réunions spécifiques pour évoquer ces sujets tandis que d'autres pensent qu'il y a eu déjà trop de réunions et que cela ne sert à rien.

Plusieurs personnes ont exprimé leur volonté de se coordonner entre eux, d'échanger leurs contacts et d'agir ensemble en dehors du cadre institutionnel représenté par le Conseil de Quartier.